

Mobilisation pour le centre de la Bolière

■ **Devant 130 personnes, les élus d'opposition ont demandé que la mairie s'engage pour acquérir les commerces vacants de La Bolière à La Source.**

Les élus de l'opposition de La Source demandent que « la ville d'Orléans s'engage directement pour l'acquisition de tout ou partie des locaux commerciaux vacants du centre de la Bolière ». Devant plus de cent trente habitants de La Source, dimanche, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, Michel Ricoud, conseiller général PC, Ghislaine Kounowski et Marie-Denise N'Ganga, conseillères municipales respectivement PS et PC, ont lu une déclaration pour rappeler que le magasin Champion a fermé ses portes depuis un an. Ils fustigent les représentants de la majorité, qui ne veulent rien dire au sujet de ce dossier : « À ce jour, on ne peut

pas dire que ce mutisme de la municipalité ait été efficace, puisque nous en sommes au même point qu'il y a 12 mois », affirment-ils. Effectivement, cinq commerces sont fermés, dont certains depuis plusieurs années. La gérante du magasin de prêt-à-porter Laurence est inquiète : « Il n'y a plus de passage devant ma boutique et les affaires ne vont pas très bien. Pourtant, je continue pour l'instant. »

Une solution en fin d'année ?

Mohamed Rhoulam a rappelé les difficultés pour certains habitants : « Les personnes âgées, ou celles ne disposant pas d'un véhicule, sont obligées de prendre le tram pour aller faire leurs achats. » Les élus de l'opposition proposent la réalisation d'une étude pour chiffrer le coût de l'acquisition de chacun des locaux vacants. « La ville a bien acheté les restaurants



HIER, AU CENTRE COMMERCIAL DE LA BOLIERÈRE. Plus de 130 personnes sont venues soutenir les élus de l'opposition mobilisés pour la réouverture des magasins.

comme Les Antiquaires et le Next Door pour créer un nouveau centre commercial en centre-ville », confirme Jean-Pierre Sueur.

Jeudi dernier à l'Argonne, Serge Grouard, maire UMP d'Orléans, a rappelé que la bonne méthode est de trou-

ver un repreneur sans que la mairie investisse : « Notre méthode déterminée et modeste est différente de celle du mégaphone et de la pétition. »

Évidemment, Michel Ricoud a riposté : « Les habitants du quartier s'impliquent avec notre politique du mégaphone.

C'est aussi de la démocratie citoyenne comme le prône le maire d'Orléans. »

A priori, selon Michel Languerre, adjoint au maire pour le quartier, le dossier avance normalement, dans le bon sens, et une solution positive pourrait aboutir en fin d'année.